



Priorités pour la relocalisation des systèmes agro-alimentaires et la transition agroécologique

Juin 2020

La crise du Covid-19 a mis en évidence la fragilité et le manque de résilience du modèle agro-alimentaire mondialisé¹. La grande majorité des fermes wallonnes y sont pourtant enchâssées. En outre, le monde agricole productif se délite de façon structurelle en Wallonie (disparition de la moitié des fermes wallonnes sur une génération) sous la pression conjuguée d'une série de facteurs, en particulier la dérégulation des marchés et certaines politiques publiques qui ont poussé les producteur·rices à accroître leur dépendance aux acteurs en amont et aval de la production, et par là-même fragiliser leur résilience et leur sécurité d'emploi. L'industrialisation de l'agriculture porte également une importante responsabilité dans les dérèglements climatiques et l'effondrement de la biodiversité.

En miroir de ces constats et à l'aune du pouvoir révélateur de la crise sanitaire, de nombreuses organisations de la société civile, expert·es et collectifs² ont rappelé leur conviction : re-territorialiser nos systèmes alimentaires et activer la nécessaire transition agroécologique est une priorité, dans une vision transversale, intersectorielle, participative et politiquement décloisonnée.

Le mouvement *Agroecology in Action* (AiA)³ défend l'idée que l'agroécologie est un véritable levier de changements pour rendre nos systèmes agro-alimentaires plus résilients face aux crises (sanitaires, environnementales et climatiques) et plus justes vis-à-vis de l'ensemble des acteurs, du producteur·rice au consommateur·rice en passant par les distributeurs.

¹ IPES-Food, « Le COVID-19 et la crise dans les systèmes alimentaires: Symptômes, causes et solutions potentielles », avril 2020. http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/COVID19%20COMMUNICATION_FR.pdf

² Carte blanche « Le covid-19 montre l'urgence de relocaliser dès maintenant les systèmes alimentaires » par 46 organisations (12/4/2020 – Le Soir), carte blanche « Vers des systèmes alimentaires sains pour les citoyens, durables pour la biodiversité et résilients face aux crises » par la coalition environnementale (9/04/2020 - L'Avenir), carte blanche « Face à la crise historique engendrée par la pandémie de coronavirus, organisons notre sécurité alimentaire » par le monde académique (6/3/2020 – La Libre Belgique), carte blanche « Gérer l'urgence... puis réinventer l'avenir » par les acteurs de la santé (1/4/2020 – Le Soir), dossier « reconsidérer notre système alimentaire » par la FUGEA (20/05/2020 – Lettre Paysanne).

³ Agroecology In Action (AiA) est un mouvement composé d'associations, des paysan.ne.s, d'agriculteur.trice.s, de collectifs citoyens, de chercheur.euse.s, de coopératives, de défenseur.euse.s de l'environnement, de PME, d'acteur.trice.s de la santé, d'acteur.trice.s de solidarité, d'agence-conseils en économie sociale, de mutuelles... qui vise à rassembler, soutenir, multiplier les nombreuses dynamiques et projets d'agroécologie et d'alimentation solidaire en Belgique.

Pour AiA, l'agroécologie⁴ est un ensemble de pratiques agricoles visant le recyclage de la biomasse, des conditions de sols favorables à la croissance des plantes sans dépendance aux intrants externes issus de la chimie de synthèse, une diversité des espèces et ressources génétiques dans le temps et l'espace, les synergies biologiques pour une biodiversité fonctionnelle **ET un ensemble de pratiques socioéconomiques** visant le développement de systèmes agroalimentaires locaux, démocratiques, basés sur des échanges économiques ancrés dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire, respectant des conditions d'emploi et de travail dignes, et assurant l'autonomie des producteur·rices dans la prise de décision.

Pour activer ce levier de changement, AiA soutient que des choix politiques engageants, cohérents et transversaux doivent être faits. Dans ce sens, nous espérons que les nouvelles initiatives politiques telles que la stratégie *Farm to Fork* au niveau européen ou le plan de relance *Get up Wallonia !* au niveau wallon pourront servir de catalyseur à la transition des systèmes alimentaires. Le plan « *Get up Wallonia !* » s'engage notamment à opérer une « transition vers une alimentation durable et de qualité passant par le soutien des producteurs locaux, le respect et la restauration des écosystèmes et le développement de l'emploi local ». Afin d'opérationnaliser ces engagements, AiA souhaite vous communiquer, Monsieur le Ministre Willy Borsus, les priorités identifiées par des acteurs de terrain diversifiés, en particulier en ce qui concerne vos compétences.

L'agroécologie pourrait alors devenir une vraie voie d'action capable de répondre aux demandes pressantes des citoyen·nes et producteur·rices : accessibilité à une alimentation saine, de qualité et diversifiée pour tous·tes, création d'emploi de qualité, un environnement économique dynamique et une rémunération décente des métiers de l'agriculture, revalorisation du statut et des droits des paysan·nes via des conditions de travail dignes, économie agricole décarbonée et restauratrice de la biodiversité, ...

Nos recommandations :

1. Mettre en œuvre les engagements du plan « *Get up Wallonia !* » en adoptant un plan gouvernemental ambitieux en faveur de la relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation. Ce plan devrait coordonner les politiques existantes (Stratégie Manger Demain, plan stratégique PAC, Alliance Emploi-Environnement-Alimentation, PWRP, REGAL, etc.) et dégager des budgets pour des mesures phares et basculantes pour la transition agroécologique.
2. La relocalisation et la transition agroécologique ne sont pas possibles dans un contexte commercial agricole dérégulé. Dans ce sens, nous vous encourageons à maintenir votre **opposition à la ratification de l'accord UE-Mercosur**, et vous demandons, dans la mesure de vos attributions, de contribuer à réviser les traités commerciaux existants et surtout, de ne **pas en signer de nouveaux** qui n'aient pas pour objectifs de stabiliser et revaloriser les prix agricoles européens à des niveaux qui permettent aux producteur·rices de vivre d'abord de leur production et de respecter des standards élevés de qualité.

⁴ Voir notamment les publications du Groupe Interdisciplinaire de Recherche en Agroécologie FNRS ou de la Via Campesina.

3. Au vu de l'importance de la **PAC** pour soutenir une transition agroécologique, le **plan stratégique wallon 2021-2027** devrait en priorité:
- A. **Favoriser l'autonomie fourragère et l'élevage lié à l'herbe**, par le plafonnement des aides couplées avec des critères environnementaux (notamment en plafonnant le nombre d'UGB par hectare de surface d'alimentation fourragère).
 - B. **Axer tous les instruments PAC** (aides à l'investissement, conseil et formation agricole notamment) sur la **transition agroécologique** (selon notre définition de l'agroécologie précisée en introduction) et rémunérer les services environnementaux rendus par les agriculteur-rices en ligne avec les objectifs quantitatifs des stratégies Farm to Fork et biodiversité.
 - C. Soutenir le **développement de filières alimentaires locales**, en appuyant la production et la demande en produits bio, locaux et vivriers (politiques sectorielles, éco-régimes et développement rural).
 - D. Faciliter le **renouvellement des générations**, par une réelle politique d'aide et d'accompagnement à la transmission des fermes et une dégressivité progressive des aides à partir de l'âge de la retraite. Concernant l'aide à l'installation, nous vous demandons d'inclure des critères de durabilité dans les conditions d'accès et de relever la limite d'âge à 50 ans.
 - E. **Réserver les paiements directs aux véritables agriculteur-rices** (acteur-rices de la production agricole), les sociétés de gestion seraient dès lors exclues des subventions PAC.
4. Nous sommes également convaincu·es qu'une **réforme plus structurelle et ambitieuse de la PAC est nécessaire au niveau européen**. C'est pourquoi nous vous demandons de :
- A. Demander un budget minimal pour les **éco-régimes** (30% du premier pilier) et une liste de pratiques éligibles pour l'agroécologie (y compris bio, autonomie fourragère, etc.).
 - B. Plaider pour une répartition plus juste des aides :
 - À court terme en plafonnant les aides à 60.000 euros par exploitant
 - À moyen terme en plafonnant les aides aux 100 premiers ha et en étudiant la possibilité de prendre en compte les actifs agricoles plutôt que les hectares pour calculer les aides directes.
5. Nous vous invitons également à mobiliser d'autres domaines de vos compétences en **Recherche, Emploi, Agriculture et Numérique** pour soutenir la transition agroécologique. De manière opérationnelle et à court terme, nous demandons de :
- A. Réaliser **l'évaluation du CRA-W** telle que prévue dans la DPR (p.80) et réorienter dès maintenant ses missions vers la recherche et l'accompagnement à la transition agroécologique.
 - B. Lancer un **programme de recherche type 'CoCreate'** pour stimuler l'innovation agroécologique en Wallonie à travers des partenariats entre les acteur-rices du terrain, la société civile et les organismes de recherche.
 - C. Mettre sur pied votre politique de soutien à la désartificialisation des terres, protéger et **favoriser** de surcroît **l'accès au foncier agricole** en activant le droit de préemption de la Région prévu par l'article D.355 du Code wallon de l'agriculture et mettre sur pied la « banque foncière » également prévue par le Code (article D.354).

- D. Soutenir **le redéploiement de filières locales**, en finançant tout particulièrement la mise en place d'abattoirs de proximité, de meuneries, d'ateliers de découpe, de hall relais, de laiteries, ... orientées vers la valorisation locale des produits et dont les statuts juridiques assurent un réel pouvoir des producteur·rices dans la prise de décision.
 - E. Reconnaître la particularité et **soutenir financièrement les circuits de distribution courts** qui favorisent le lien crucial entre paysan·nes et mangeur·euses : l'agroécologie soutenue par la communauté (AMAP, GASAP,...) et le Système Participatif de Garantie (SPG) en particulier.
 - F. Lancer et financer la mise en place d'un **incubateur** (couple d'acteurs regroupant notamment les agences conseils en économie sociale et le réseau des espaces-tests) pour **accompagner les cédant·es** à transmettre leurs terres et leurs outils de production, d'une part, **et** pour accompagner **les repreneur·euses** dans l'installation sur ferme en couveuse d'entreprise. La couple veillera à favoriser les synergies entre repreneur·euses et cédant·es, et à évaluer les possibilités de conversion des fermes conventionnelles vers l'agroécologie.
6. De manière plus structurelle :
- A. Financer **des animateur·rices professionnel·les pour assurer le bon déroulement des projets collectifs territoriaux** (groupements de producteur·rices, plateformes logistiques, halls relais, etc.) **qui appuient la création d'emploi de qualité en agroécologie et sécurisent les emplois existant**. En démontre l'évaluation récente des projets Halls-relais agricoles, les projets territoriaux ont besoin d'un·e animateur·rice capable de faire remonter sans cesse les besoins du terrain pour que les montages et gestions de projet s'y adaptent de manière continue et pour, sur le long terme, faciliter le dialogue entre acteurs aux intérêts divergents (ouvrier·ères agricoles et producteur·rices, producteur·rices et consommateur·rices, etc.).
 - B. Assurer un **financement structurel pour les structures de formation et d'accompagnement** à la conversion vers l'agriculture biologique et l'agroécologie (Biowallonie, CRABE, FUGEA, MAP). Et prévoir des **appels à projets annuels pour les formations de perfectionnement** afin de tenir compte des réalités de terrain et des imprévus rencontrés par les agriculteur·rices/formateur·rices.

Annexe

Agroecology In Action

Agroecology In Action (AiA) est un mouvement qui rassemble des paysan-nes et des petit-es producteur-rices, des associations et des collectifs citoyens engagés pour l'alimentation durable, des groupes de mangeur-euses responsables et solidaires, des chercheur-euses, des coopératives, des ONG, des défenseur-euses de l'environnement, des PME de l'économie sociale et solidaire, des acteur-rices de la santé et de la lutte contre la précarité.

Nous représentons un large mouvement qui agit concrètement en faveur de la transition vers des systèmes alimentaires agroécologiques et solidaires. Ensemble, nous construisons une dynamique qui vise à rassembler, soutenir et multiplier les nombreuses dynamiques et projets d'agroécologie et d'alimentation solidaire en Belgique.

Agroecology In Action et ses membres réalisent un travail de réseautage et de renforcement des liens entre les initiatives de la transition agroécologique et de l'alimentation solidaire, en favorisant la transdisciplinarité. Ces liens sont renforcés notamment par la promotion, la diffusion et le soutien aux initiatives et aux dynamiques locales. Le mouvement s'implique par ailleurs activement dans un travail de plaidoyer réalisé auprès des responsables politiques belges et européens.

Les membres d'Agroecology In Action (juillet 2020)



Contacts

- Coordination générale : Eléonore Barrelet – coordination.aia@gmail.com – 0472/05.50.18
- Contact plaidoyer : Manuel Eggen – manu@fian.be